

vue d'un régime autoritaire, ni même avec les yeux des gouvernements dont l'autorité est pour ainsi dire «monolithique», c'est-à-dire régie au sommet, mais le gouvernement a un rôle spécial à jouer, et j'estime que ce rôle a été prouvé par les programmes que nous avons déjà lancés. Comme je le vois, et comme le voit le gouvernement, la fonction de celui-ci est de créer le climat économique favorable à l'expansion de l'économie canadienne dans tous les secteurs. C'est certainement vrai en ce qui concerne la mise en valeur des ressources nationales. Cette activité comportera des questions financières et commerciales. Mes collègues dont relèvent ces domaines exposeront, dans ses grandes lignes, le rôle que jouera un office de ce genre dans les secteurs du commerce extérieur et des finances. Mais, dans le domaine de nos ressources nationales, nous avons déjà créé ce climat économique propice, et nous avons collaboré avec l'industrie privée pour assurer de meilleurs moyens de transport en prévoyant les conditions nécessaires à la prospérité de l'entreprise privée. Nous avons aménagé des voies ferrées et des routes, nous avons entrepris l'exploitation des ressources hydro-électriques sur une grande échelle, parce que nous estimons qu'un programme d'expansion convenable doit pouvoir s'appuyer sur des quantités suffisantes de courant et d'énergie. Nous avons, par exemple, aménagé des routes d'accès aux ressources d'une longueur de quelque 4,500 milles, ce qui représente un apport de 75 millions de dollars de la part du gouvernement fédéral.

Nous avons construit des routes d'exploitation au nord du 60° degré parallèle et, une fois le programme terminé, ces routes constitueront de nouvelles voies d'accès sur une distance de 2,000 milles. Nous avons aménagé des champs d'aviation et des aéroports. Nous collaborerons avec l'entreprise privée dans les régions du Nord, en aidant à construire des aéroports qui favoriseront la mise en valeur des ressources minérales qui, nous le savons maintenant, abondent dans cette région. Nous avons mis au point des installations modernes et complètes de communication, au moyen de services radiophoniques et de services téléphoniques modernes à micro-ondes, tant dans le Yukon que dans les Territoires du Nord-Ouest.

Ce travail ne s'est pas fait au petit bonheur; c'est le résultat d'un plan soigneusement établi. Peut-être, monsieur l'Orateur, pourrais-je présenter de façon détaillée un exemple concret, qui nous donnera une excellente idée de ce genre de collaboration. Je veux parler du chemin de fer de Pine Point, qui est actuellement en voie de construction, qui représente une mise de fonds de vingt millions

de dollars et qui permettra de faire l'exploitation des riches gisements de zinc plombifère de Pine Point, sur le Grand lac des Esclaves. J'ajoute qu'une nouvelle mise de fonds de deux millions de dollars sera nécessaire pour l'établissement de la collectivité. Il en résultera une expédition annuelle de 215,000 tonnes —c'est là le minimum—de concentrés de plomb-zinc à la fonderie de Trail, en Colombie-Britannique. Cela entraînera également des placements de 16 millions de dollars à la fonderie et à la raffinerie de la Cominco, à Trail. Ce programme a été élaboré avec beaucoup de soin en collaboration très étroite avec l'entreprise privée en cause, et il comprend toutes sortes de bénéfices secondaires. Il permettra d'épargner une somme variant entre 14 et 21 millions de dollars en devises étrangères, lesquelles continuent à poser un grave problème au Canada. Il permettra de cultiver six millions d'acres de fertiles terres agricoles dans la région de la rivière de la Paix et, dans l'ensemble, il indique ce qui a déjà été accompli et ce qui peut l'être quand les secteurs public et privé collaborent étroitement.

Dans la région où la responsabilité du gouvernement fédéral est la plus grande, celle des territoires, où il contrôle encore directement les ressources, nous sommes même allés plus loin dans ce genre de planification. J'ai écouté avec intérêt les observations de l'honorable député d'Hamilton-Est (M. Munro), qui a pris part au débat plus tôt, avant Noël, en fait. Il a parlé de ce genre de mise en valeur comme étant «la vision du Nord et autres sottises semblables». Une déclaration de ce genre, monsieur l'Orateur, révèle que l'honorable député n'est pas du tout au courant de ce qui s'est passé récemment au nord du 60° parallèle. Malheureusement, les membres de l'opposition officielle ont un parti pris contre ce programme et ils ont dans leurs observations, presque sans exception, exprimé des critiques.

Je me rappelle avoir lu un panégyrique de M. Stefansson lors de son décès. Ce pionnier de la mise en valeur du Nord canadien parlait aux Canadiens, voici quarante ans, des énormes possibilités que renfermait ce million et demi de milles carrés dont on s'était à peine soucié. Nous avons occupé cette partie du Canada en songeant à autre chose. Cet article à l'éloge de Stefansson révélait qu'il avait encouru la colère du gouvernement libéral de l'époque parce qu'il avait donné à certaines îles de l'archipel canadien le nom de chefs conservateurs remarquables, comme sir Robert Borden et M. Meighen. Pareille initiative a fait tomber M. Stefansson en disgrâce et a fait naître le préjugé qui semble avoir persisté jusqu'à nos jours.